

**Contre le gouvernement et l'État capitaliste,  
Vers la grève étendue et généralisée à tous les secteurs de la  
production ? C'est maintenant !  
(21 mai 2016)**

Pour la première fois depuis l'annonce de la " loi travail " (dite loi El Khomri), des grèves commencent à toucher des secteurs de la production française, principalement dans les transports: routiers, trains, aéroports, dockers, marins... Qui dit grève sur les lieux de production, dit **décision et action collective** de classe. C'est précisément la nouveauté qui peut changer la situation et la nature de l'affrontement avec le gouvernement PS de Hollande et l'État capitaliste. Voilà pourquoi, le moment actuel – mi-mai – est certainement la dernière occasion d'enclencher une riposte ouvrière généralisée et d'imposer ainsi un rapport de force politique de classe obligeant la classe dominante française et **son** État, le gouvernement, ses forces politiques de gauche comme de droite et **ses** syndicats, à reculer. Même si la " loi travail " ne fait que " codifier " dans la loi bourgeoise, de classe, l'aggravation déjà en cours depuis des années de l'exploitation capitaliste, il n'en reste pas moins que son adoption légale accélérerait encore la détérioration toujours plus dramatique des conditions de travail et de vie des prolétaires quelle que soit leur condition, salarié, précaire, chômeur, étudiant travailleur, retraité, etc.

**Les syndicats et autres " nuit debout " sabotent la lutte ouvrière généralisée et unie**

Une des particularités – pas la seule – des multiples Journées d'action syndicales depuis début mars a été précisément d'éviter toute **décision collective** de lutte à partir des entreprises et d'assemblées générales ouvrières. Ainsi, en l'absence d'AG ou comités de lutte ou de grève, des millions de travailleurs se sont retrouvés contraints de prendre une décision individuelle, à partir de leur seule conviction personnelle, quant à leur participation aux grèves des journées d'action et aux manifestations de rue. Alors même que 75% de la " population française " était contre la " loi travail " selon les sondages organisés par la classe dominante, la plupart se sont retrouvés isolés les uns des autres et dans l'impossibilité de ressentir la force collective de leur classe. C'est en grande partie ce qui explique le faible nombre de grévistes lors des journées d'action.

À cela, est venu s'ajouter la méfiance face à la division du travail organisée entre le gouvernement, les syndicats " modérés " (CFDT) et les syndicats (CGT, FO, SUD supposés plus " radicaux " ), face aux différentes journées d'action planifiées à l'avance, début mars, afin de saboter toute grève générale unie à tous les secteurs – le souvenir des échecs passés des mobilisations ouvrières massives de 2003, 2007 et 2010 étant encore dans toutes les mémoires.

Malgré cela, **et malgré l'état d'urgence** suite aux attentats parisiens de 2015 qui permet l'interdiction des manifestations et une répression accrue, la combativité et la colère générale ont continué à s'exprimer particulièrement dans les manifestations de rue. " Jeunes, moins jeunes, adultes, âgés ", salariés de toutes conditions et statuts, chômeurs, retraités, étudiants, lycéens se sont retrouvés au coude à coude face à une répression policière massive et provocatrice (et à laquelle les services d'ordre syndicaux sont venus prêter main forte à coup de battes de base-ball !). Dès les premières manifestations, 9 mars et ensuite, le sabotage syndical de la grève généralisée à tous les secteurs est devenu évident pour le plus grand nombre. C'est face à ce vide ainsi créé – du point de vue de la classe dominante – que furent organisées à partir du 31 mars les " Nuit debout ". Dans les jours et les semaines qui ont suivi, les médias et chaînes télé d'information n'ont eu de cesse d'en faire la plus grande publicité. Et pour cause : l'idéologie " citoyenne et démocratique " de " Nuit debout " est venue renforcer le sabotage syndical en enlevant tout caractère de classe à l'opposition au gouvernement PS et au combat contre le capitalisme. Jugeons-en:

*« Depuis le 31 mars, des assemblées se forment où les **gens** [et pas les travailleurs, ouvriers ou prolétaires] discutent et échangent. (...) L'humain [sic!] devrait être au cœur de **nos** dirigeants. (...) Chaque jour, nous sommes des milliers à occuper l'espace public pour reprendre **notre** place dans la République » (!) (En-tête du Bulletin quotidien Nuit debout, 22 avril, nous soulignons).*

Comme si les intérêts de classe, de la classe exploitée et révolutionnaire, pouvaient s'accorder avec la " République ", c'est-à-dire avec l'État de la classe capitaliste. Comme si " nos " dirigeants, au service du

capitalisme, pouvaient se soucier plus de “ l’humain ” - sans doute les plus naïfs et ignorants veulent-ils dire la classe exploitée – que du maintien à flot de “ leur ” capital national face aux concurrents ; et plus généralement de la survie du capitalisme.

Or, la crise du capitalisme est inexorable. Elle ne peut déboucher que sur une 3<sup>e</sup> guerre impérialiste mondiale, seule “ solution ” à la crise de surproduction chronique en détruisant massivement l’excédent de forces productives, prolétaires et matériel. Se ranger derrière l’État démocratique bourgeois, c’est non seulement l’assurance que nos luttes de résistance contre la détérioration de nos conditions de vie et de travail courent à l’échec, que nous ne réussirons même pas à limiter les attaques du capital ne serait-ce que temporairement, mais aussi qu’aux sacrifices économiques croissants succéderont les sacrifices massifs de nos vies dans un massacre impérialiste généralisé.

### **C’est comme classe exploitée et révolutionnaire qu’il faut généraliser et unifier le combat**

Membres de la classe ouvrière, de la classe exploitée, du prolétariat international, notre place n’est pas dans la République démocratique bourgeoise qui nous envoie ses CRS aujourd’hui, et demain l’armée. Notre place est dans la lutte ouvrière, prolétarienne, contre le capitalisme, son gouvernement, ses forces politiques de gauche (PS et PC au premier chef) comme de droite, ses syndicats, sa police et sa justice. L’État bourgeois n’est pas notre État. La France, comme tous les autres nations, n’est pas notre “ pays ”. Les prolétaires n’ont pas de patrie, ni de nation, et encore moins de République démocratique bourgeoise, à défendre.

Après deux mois et demi d’hésitation générale, le fait que, depuis le 17 mai, certains secteurs de la production aient collectivement décidé la grève et l’extension du combat fournit l’occasion que beaucoup attendait pour se lancer à leur tour dans la bagarre. Attendre encore risque fort de faire rater l’occasion d’un combat généralisé et uni qui puisse faire reculer le gouvernement et son attaque. Nulle illusion : le retrait de cette loi n’en finirait pas avec le capitalisme et l’exploitation. Mais il porterait un coup d’arrêt temporaire et relatif – toujours cela de pris – à l’aggravation de l’exploitation que la bourgeoisie ne manquera pas de relancer. Et redonnerait confiance à l’ensemble de la classe ouvrière dans ses propres forces et son combat contre le capitalisme.

Alors, partout où c’est possible – en particulier dans les plus grandes entreprises et usines :

- **tenons des assemblées générales pour décider de la grève ;**
- **nommons des comités de grève élus et révocables ;**
- **organisons des délégations massives vers les entreprises et usines proches ;**
- **étendons et unifions la grève et la lutte en tenant des assemblées ouvertes à tous ;**
- **disputons aux syndicats et partis de gauche la direction et le contrôle de la lutte, des assemblées, des décisions, des actions et des mots d’ordre. Ne les laissons pas saboter notre combat.**

La lutte ouvrière est autant économique que politique; c’est-à-dire contre l’État bourgeois, l’organisation centralisée de la classe capitaliste, son gouvernement (qu’il soit de droite ou de gauche) et ses organes politiques, syndicaux, et répressifs. Aux travailleurs les plus combatifs et conscients des enjeux historiques :

- **n’hésitez pas à vous porter à la tête de ce combat politique de classe ;**
- **regroupez-vous en comité de lutte et de mobilisation “ inter-entreprise ” et “ interpro ”;**
- **rapprochez-vous, prenez contact, venez discuter et lutter aux côtés des groupes révolutionnaires communistes qui portent et assument à la fois ce combat politique quotidien et la perspective révolutionnaire et internationaliste d’une véritable société communiste.**

Il en va de la défense de nos intérêts de classe immédiats, économiques et politiques. Il en va aussi de la destruction de ce monde de misère et de guerres croissantes.

Le Groupe International de la Gauche Communiste (*Révolution ou guerre*), 21 mai 2016.

Nous écrire à : [intleftcom@gmail.com](mailto:intleftcom@gmail.com) – adresse de notre site web : [www.igcl.org](http://www.igcl.org)

(Ne pas jeter sur la voie publique)